

seize ans ne pourront être condamnés à la peine d'emprisonnement; mais sur la preuve des faits de vagabondage, ils seront renvoyés sous la surveillance de la haute police jusqu'à l'âge de vingt ans accomplis, à moins qu'avant cet âge ils n'aient contracté un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer (161).—P. 44 s.—C. 374 et la note.

ART. 272.

Les individus déclarés vagabonds par jugement, pourront, s'ils sont étrangers, être conduits, par les ordres du gouvernement, hors du territoire du Royaume (162).

ART. 273.

Les vagabonds nés en France pourront, après un jugement même passé en force de chose jugée, être réclamés par délibération du conseil municipal de la commune où ils sont nés, ou cautionnés par un citoyen solvable.

Si le gouvernement accueille la réclamation ou agréé la caution, les individus ainsi réclamés ou cautionnés seront, par ses ordres, renvoyés ou conduits dans la commune qui les aura réclamés, ou dans celle qui leur sera assigné pour résidence, sur la demande de la caution (163).—C. 2018, 2019, 2040.

§ III.—Mendicité.

ART. 274.

Toute personne qui aura été trouvée mendiant dans un lieu pour lequel il existera un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité sera punie de trois à six mois d'emprisonnement, et sera, après l'expiration de sa peine, conduite au dépôt de mendicité.—P. 9 1°, 40 s., 271 note.—I. Cr. 179.

ART. 275.

Dans les lieux où il n'existe point encore de tels établissemens, les mendiants d'habitude valides seront punis d'un mois à trois mois d'emprisonnement.

S'ils ont été arrêtés hors du canton de leur résidence, ils seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans (164).—P. 9 1°, 40 s.—I. Cr. 179.

ART. 276.

Tous mendiants, même invalides, qui auront usé de menaces, ou seront entrés, sans permission du propriétaire ou des personnes de sa maison, soit dans une habitation, soit dans un enclos en dépendant,

diez y seis años de edad, no podrán ser condenados á la pena de prision; pero en virtud de la prueba de los hechos de vagamundería, serán puestos bajo la vigilancia de la alta policía hasta la edad de veinte años cumplidos, á menos que antes de esta edad se hayan enganchado en las tropas de tierra ó de la marina (161).—P. 44 y s.—C. 374 y la nota.

ART. 272.

Los individuos declarados vagamundos por sentencia, si son extranjeros, podrán ser conducidos por orden del gobierno, fuera del territorio del Reino (162).

ART. 273.

Los vagamundos nacidos en Francia, podrán, aun despues de pasada una sentencia en autoridad de cosa juzgada, ser reclamados por acuerdo del consejo municipal donde hayan nacido, ó fiados por un ciudadano solvente.

Si el gobierno acoge la reclamacion ó admite la caucion, los individuos así reclamados ó cautionados de este modo, serán por su orden enviados ó conducidos á la municipalidad que los haya reclamado, ó á la que se les haya designado por residencia, á petición del fiador (163).—C. 2018, 2019, 2040.

§ III.—Mendicidad.

ART. 274.

Toda persona que se encuentre mendigando en un lugar en que exista un establecimiento público, organizado con el fin de evitar la mendicidad, será castigada con tres á seis meses de prision; y despues de terminado el tiempo de esta pena, se conducirá al depósito de mendicidad.—P. 9 1°, 40 y s., 271 nota.—I. Cr. 179.

ART. 275.

En los lugares en que todavía no existan esta clase de establecimientos, los mendigos por costumbre y que se hallaren en buen estado de salud, serán castigados con uno á tres meses de prision.

Si hubieren sido aprehendidos fuera del canton de su residencia, se castigarán con una prision de seis meses á dos años (164).—P. 9 1°, 40 y s.—I. Cr. 179.

ART. 276.

Todos los mendigos, aun inválidos, que hayan usado de amenazas ó que hayan entrado sin permiso del propietario, ó de las personas de su casa, sea en una habitacion ó en un cercado adyacente,

Ou qui feindront des plaies ou infirmités,
Ou qui mendieront en réunion, à moins que ce ne soient le mari et la femme, le père ou la mère et leurs jeunes enfans, l'avéngle et son conducteur,

Seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans.—P. 9 1°, 40 s., 275 note, 278.—I. Cr. 179.

Dispositions communes aux vagabonds et mendiants.

ART. 277.

Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi travesti d'une manière quelconque,

Ou porteur d'armes, bien qu'il n'en ait usé ni menacé,—P. 101.

Ou muni de limes, crochets ou autres instrumens propres soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons,

Sera puni de deux à cinq ans d'emprisonnement.—P. 9 1°, 40 s., 275 note, 282.—I. Cr. 179.

ART. 278.

Tout mendiant ou vagabond qui sera trouvé porteur d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à cent francs, et qui ne justifiera point d'où ils lui proviennent, sera puni de la peine portée en l'article 276.

ART. 279.

Tout mendiant ou vagabond qui aura exercé quelque acte de violence que ce soit envers les personnes sera puni de la réclusion, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence.—P. 7 6°, 21 s., 28 s., 34, 36, 47, 275 note, 309 s.

ART. 280.

Abrogé, L. 28 avril 1832, art. 12 (165).

ART. 281.

Les peines établies par le présent Code contre les individus porteurs de faux certificats, faux passe-ports ou fausses feuilles de route, seront toujours, dans leurs espèce, portées au maximum, quand elles seront appliquées à des vagabonds ou mendiants.—P. 153 s., 282.

ART. 282.

Les mendiants qui auront été condamnés aux peines portées par les articles précédens seront renvoyés, après l'expiration de leur peine, sous la surveillance de la haute police pour cinq ans au moins et dix ans au plus (166).

O que fingieren llagas ó enfermedad,
O que mendigaren en reunion, no siendo marido y mujer, el padre ó la madre con sus chiquillos, ó el ciego con su conductor,

Serán castigados con una prision de seis meses á dos años.—P. 9 1°, 40 y s., 275 nota, 278.—I. Cr. 179.

Disposiciones comunes á los vagamundos y mendigos.

ART. 277.

Todo mendigo ó vagamundo que haya sido aprehendido disfrazado de una manera cualquiera,

O portador de armas, aunque no las haya usado, ni amenazado con ellas,—P. 101.

O provistos de limas, ganzuas, ú otros instrumentos propios, ya para cometer robos ú otros delitos, ó ya para proporcionarse los medios de introducirse en las casas,

Será castigado con prision de dos á cinco años.—P. 9 1°, 40 y s., 275 nota, 282.—I. Cr. 179.

ART. 278.

Todo mendigo ó vagamundo que se encontrare con uno ó varios objetos, ó créditos de un valor mayor de cien francos, y que no justificare de donde le provienen, será castigado con la pena señalada en el artículo 276.

ART. 279.

Todo mendigo ó vagamundo que haya cometido algun acto de violencia, sea el que fuere, hácia las personas, será castigado con la reclusion, sin perjuicio de penas mas graves, si ha lugar á ello, en razon de la clase y circunstancias de la violencia.—P. 7 6°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 275 nota, 309 y s.

ART. 280.

Derogado por la ley de 28 de Abril de 1832, artículo 12 (165).

ART. 281.

A los mendigos y vagamundos en su caso, se les aplicará siempre el *maximum* de las penas señaladas por el presente Código, contra los individuos portadores de certificados, pasaportes ó pliegos de ruta falsos.—P. 153 y s. 282.

ART. 282.

Los mendigos que hayan sido condenados á las penas señaladas por los artículos anteriores, se pondrán despues que hayan cumplido su pena, bajo la vigilancia de la alta policía por cinco años á lo menos y diez á lo mas (166).

SECTION VI.

DÉLITS COMMIS PAR LA VOIE D'ÉCRITS, IMAGES OU GRAVURES DISTRIBUÉS SANS NOMS D'AUTEUR, IMPRIMEUR, OU GRAVEUR.

ART. 283.

Toute publication ou distribution d'ouvrages, écrits, avis, bulletins, affiches, journaux, feuilles périodiques ou autres imprimés, dans lesquels ne se trouvera pas l'indication vraie des noms, profession et demeure de l'auteur ou de l'imprimeur, sera, pour ce seul fait, punie d'un emprisonnement de six jours à six mois, contre toute personne qui aura sciemment contribué à la publication ou distribution (167).—P. 9 1°, 40 s., 284 s.—I. Cr. 179.

ART. 284.

Cette disposition sera réduite à des peines de simple police,

1° A l'égard des crieurs, afficheurs, vendeurs ou distributeurs, qui auront fait connaître la personne de laquelle ils tiennent l'écrit imprimé;

2° A l'égard de quiconque aura fait connaître l'imprimeur;

3° A l'égard même de l'imprimeur qui aura fait connaître l'auteur.—P. 286, 464 s., 475 13°, 477 3°.

ART. 285.

Si l'écrit imprimé contient quelques provocations à des crimes ou délits, les crieurs, afficheurs, vendeurs et distributeurs seront punis comme complices des provocateurs, à moins qu'ils n'aient fait connaître ceux dont ils tiennent l'écrit contenant la provocation.

En cas de révélation, ils n'encourront qu'un emprisonnement de six jours à trois mois; et la peine de complicité ne restera applicable qu'à ceux qui n'auront point fait connaître les personnes dont ils auront reçu l'écrit imprimé, et à l'imprimeur, s'il est connu (168).—P. 9 1°, 40 s., 59 s., 286.

ART. 286.

Dans tous les cas ci-dessus, il y aura confiscation des exemplaires saisis.—P. 11.

ART. 287.

Toute exposition ou distribution de chansons, pamphlets, figures ou images contraires aux bonnes mœurs, sera punie d'une amende de seize francs à cinq cents francs, d'un emprisonnement d'un mois à un an et de la confiscation des planches et des exemplaires imprimés ou gravés de

SECCION VI.

DELITOS COMETIDOS POR MEDIO DE ESCRITOS, ESTAMPAS Ó GRABADOS EN CIRCULACION, SIN NOMBRE DE AUTOR, IMPRESOR Ó GRABADOR.

ART. 283.

Toda publicación ó distribución de obras, escritos, avisos, boletines, carteles, diarios, periódicos ú otros impresos, en los que no se encuentre la verdadera indicacion de los nombres, profesion y domicilio del autor ó impresor, será por solo este hecho castigada con una prision de seis dias á seis meses, que sufrirá toda persona que á sabiendas haya contribuido á la publicación ó distribución (167).—P. 9 1°, 40 y s., 284 y s.—I. Cr. 179.

ART. 284.

Esta disposicion se reducirá á penas de simple policia,

1° Con respecto á los voceadores, fijadores de carteles, vendedores ó repartidores que hubieren dado á conocer la persona de quien hayan habido el escrito impreso;

2° Con respecto á cualquiera que haya hecho conocer al impresor;

3° Aun respecto del impresor que haya dado á conocer al autor.—P. 286, 464 y s. 475 13°, 477 3°.

ART. 285.

Si el escrito impreso contuviere algunas escitaciones á crímenes ó delitos, los voceadores, fijadores, vendedores y repartidores, serán castigados como cómplices de los instigadores, á menos que hayan dado á conocer á aquellos de quienes hubieron el escrito que contenga la escitacion.

En caso de revelacion, no incurrirán mas que en una prision de seis dias á tres meses; y la pena de complicitad no quedará aplicable mas que á los que no hubieren dado á conocer las personas de quienes hayan recibido el escrito impreso, y al impresor si es conocido (168).—P. 9 1°, 40 y s., 59 y s., 286.

ART. 286.

En todos los casos arriba espresados, se confiscarán los ejemplares aprehendidos.—P. 11.

ART. 287.

Toda esposicion ó distribución de canciones, folletos, figuras ó estampas, contrarias á las buenas costumbres, se castigará con una multa de diez y seis á quinientos francos, con prision de un mes á un año, y con la confiscacion de las formas ó láminas y de los ejemplares impresos ó grabados,

chansons, figures ou autres objets du délit (169).—P. 9 1° 3°, 11, 40 s., 52 s., 288 s.—I. Cr. 179.

ART. 288.

La peine d'emprisonnement et l'amende prononcées par l'article précédent seront réduites des peines de simple police,

1° A l'égard des crieurs, vendeurs ou distributeurs qui auront fait connaître la personne qui leur a remis l'objet du délit;

2° A l'égard de quiconque aura fait connaître l'imprimeur ou le graveur;

3° A l'égard même de l'imprimeur ou du graveur qui auront fait connaître l'auteur ou la personne qui les aura chargés de l'impression ou de la gravure.—P. 464 s., 475 13°, 477 3°.

ART. 289.

Dans tous les cas exprimés en la présente section, et où l'auteur sera connu, il subira le *maximum* de la peine attachée à l'espèce du délit.

Disposicion particuliere.

ART. 290.

(170) *Abrogé*, L. 10 décembre 1830 (*).

SECTION VII.

DES ASSOCIATIONS OU RÉUNIONS ILLICITES.

ART. 291.

Nulle association de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.

Dans le nombre de personnes indiqué par le présent article, ne sont pas comprises celles domiciliées dans la maison où l'association se réunit (**).—P. 292 s. (171).—DECR. 19 juin 1849 (p. 1447).

ART. 292.

Toute association de la nature ci-dessus exprimée qui se sera formée sans autorisation, ou qui, après l'avoir obtenue, aura enfreint les conditions à elle imposées, sera dissoute.

Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association seront en outre punis d'une amende de seize francs à deux cents francs.—P. 9 3°, 52 s., 291 *note*.—I. Cr. 179.

ART. 293.

Si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lec-

canciones, figuras ú otros objetos que constituyan el delito (169).—P. 9 1° 3°, 11, 40 y s., 52 y s., 288 s.—I. Cr. 179.

ART. 288.

La pena de prision y la multa pronunciadas por el artículo anterior, se reducirán á penas de simple policia,

1° Con respecto á los voceadores, vendedores ó repartidores que hayan hecho conocer la persona que les ha entregado los objetos del delito;

2° Con respecto á cualquiera que haya dado á conocer al impresor ó grabador;

3° Aun respecto del impresor ó grabador que haya hecho conocer al autor ó á la persona que los haya encargado de la impresion ó del grabado.—P. 464 y s., 475 13°, 477 3°.

ART. 289.

En todos los casos espresados en la presente section, y en que el autor sea conocido, sufrirá éste el *máximum* de la pena anexa á la especie del delito.

Disposicion particular.

ART. 290.

(170) *Derogado* por la L. de 10 de Diciembre de 1830 (*).

SECCION VII.

DE LAS ASOCIACIONES Ó REUNIONES ILCITAS.

ART. 291.

Ninguna asociacion de mas de veinte personas, cuyo objeto sea el de reunirse todos los dias ó en ciertos dias señalados, para ocuparse de objetos religiosos, literarios, políticos ú otros, podrá formarse sino con el consentimiento del gobierno, y bajo las condiciones que la autoridad pública tenga á bien imponer á la sociedad.

En el número de personas indicado en el presente artículo, no se comprenden las domiciliadas en la casa donde se reune la asociacion (**).—P. 292 y s. (171).—DECR. de 19 de Junio de 1849 (p. 1447).

ART. 292.

Toda asociacion de la naturaleza arriba espresada que se haya formado sin autorizacion, ó que despues de haberla obtenido, haya infringido las condiciones que se le hubieren impuesto, será disuelta.

Los gefes, directores ó administradores de ella, serán ademas castigados con una multa de diez y seis á doscientos francos.—P. 9 3°, 52 y s., 291 *nota*.—I. Cr. 179.

ART. 293.

Si por medio de discursos, exhortaciones, invocaciones ú oraciones en cualquier idioma que e

ture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques, il a été fait, dans ces assemblées, quelque provocation à des crimes ou à des délits, la peine sera de cent francs à trois cent francs d'amende, et de trois mois à deux ans d'emprisonnement, contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces associations; sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables de la provocation, lesquels, en aucun cas, ne pourront être punis d'une peine moindre que celle infligée aux chefs, directeurs et administrateurs de l'association.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 91 note.

ART. 294.

Tout individu qui, sans la permission de l'autorité municipale, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une association même autorisée, ou pour l'exercice d'un culte, sera puni d'une amende de seize francs à deux cents francs.—P. 9 3°, 52 s.—I. Cr. 179.

ó por medio de lectura, cartel, publicación ó distribución de cualquiera clase de escritos, se haya hecho en estas reuniones alguna clase de escitación á crímenes ó delitos, la pena será de cien á trescientos francos de multa, y de tres meses á dos años de prision, contra los gefes, directores y administradores de estas asociaciones; sin perjuicio de las penas mas graves que estuvieren señaladas por la ley, contra los individuos personalmente culpables de la instigacion, los cuales en ningun caso podrán ser castigados con una pena menor que la impuesta á los gefes, directores y administradores de la asociacion.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 91 nota.

ART. 294.

Todo individuo que sin el permiso de la autoridad municipal, hubiere concedido ó permitido el uso de su casa ó de su habitacion, en todo ó parte, para la reunion de los miembros de una asociacion, aunque esté autorizada, ó para el ejercicio de un culto, será castigado con una multa de diez y seis á doscientos francos.—P. 9 3°, 52 y s.—I. Cr. 179.

TITULO II.

CRIMENES Y DELITOS CONTRA LOS PARTICULARES.

Ley decretada el 10 de Febrero de 1810, y promulgada el 27 del mismo mes.)

CHAPITRE PREMIER.

Crimes et délits contre les personnes.

SECTION PREMIERE.

MEURTRE ET AUTRES CRIMES CAPITAUX, MENACES D'ATTENTAT CONTRE LES PERSONNES.

§ I^{er}.—Meurtre, Assassinat, Parricide, Infanticide, Empoisonnement.

ART. 295.

L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre (172)—P. 304, 319 s., 321 s., 327 s., 437.

ART. 296.

Tout meurtre commis avec préméditation ou de guet-apens, est qualifié assassinat (173)—P. 297, 298, 302.

ART. 297.

La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera

CAPITULO PRIMERO.

Crímenes y delitos contra las personas.

SECCION PRIMERA.

HOMICIDIO Y DEMAS CRIMENES CAPITALES, AMENAZAS DE ATENTADO CONTRA LAS PERSONAS.

§ I.—Homicidio, asesinato, parricidio, infanticidio, envenenamiento.

ART. 295.

El homicidio cometido voluntariamente, será calificado de asesinato (172)—P. 304, 319 y s., 321 y s., 327 y s., 437.

ART. 296.

Todo homicidio cometido con premeditacion ó con acecho, será calificado de asesinato (173)—P. 297, 298, 302.

ART. 297.

La premeditacion consiste en el designio formado antes de la accion, de atentar contra la persona de un individuo determinado, ó aun del que

trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.—P. 296.

ART. 298.

Le guet-apens consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violence.—P. 296.

ART. 299.

Est qualifié parricide le meurtre des pères ou mères légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime (174)—P. 13, 295, 323.

ART. 300.

Est qualifié infanticide le meurtre d'un enfant nouveau-né.—P. 295, 302.

ART. 301.

Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et qu'elles qu'en aient été les suites (175)—P. 302, 452.—Suppl. Poison.

ART. 302.

Tout coupable d'assassinat, de parricide, d'infanticide et d'empoisonnement, sera puni de mort, sans préjudice de la disposition particulière contenue en l'article 13 relativement au parricide.—P. 7 1°, 12, 36, 296-301, 303.—C. 23.

ART. 303.

Seront punis comme coupables d'assassinat, tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie.—P. 302, 344.

ART. 304.

Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime.

Le meurtre emportera également la peine de mort, lorsqu'il aura eu pour objet, soit de préparer, faciliter ou exécuter un délit, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce délit.—P. 7 1°, 12, 36, 295.—C. 23.

En tout autre cas, le coupable de meurtre sera puni des travaux forcés à perpétuité (176)—P. 7 2°, 15, 16, 19, 22, 36, 295.

§ II.—Menaces.

ART. 305.

Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou

sea hallado ó encontrado, aun cuando este designio dependiere de alguna circunstancia ó de alguna condicion.—P. 296.

ART. 298.

El acecho consiste en esperar mas ó menos tiempo, en uno ó diversos lugares á un individuo, ya para darle muerte, ó ya para ejercer en él algunos actos de violencia.—P. 296.

ART. 299.

Se califica de parricidio, el asesinato cometido en los padres ó madres legítimos, naturales ó adoptivos, ó de cualquiera otro ascendiente legítimo (174)—P. 13, 295, 323.

ART. 300.

Se califica de infanticidio el asesinato de un niño recién nacido.—P. 295, 302.

ART. 301.

Se califica de envenenamiento, todo atentado á la vida de una persona, por medió del efecto de sustancias que puedan dar la muerte, mas ó menos violentamente, de cualquiera manera que se hayan empleado ó administrado dichas sustancias, y cualesquiera que hayan sido las consecuencias (175)—P. 302, 452.—Supl. Veneno.

ART. 302.

Todo culpable de asesinato, parricidio, infanticidio y envenenamiento, será castigado con pena de la vida, sin perjuicio de la disposicion particular contenida en el artículo 13, relativa al parricidio.—P. 7 1°, 12, 36, 296-301, 303.—C. 23.

ART. 303.

Se castigarán como culpables de asesinato, á todos los malhechores, cualquiera que sea su denominacion, que para la ejecucion de los crímenes, usaren de tormentos ó cometan actos de barbarie.—P. 302, 344.

ART. 304.

El asesinato se castigará con la pena de muerte, cuando haya sido precedido, acompañado ó seguido de otro crimen.

El asesinato se castigará igualmente con pena de la vida, cuando haya tenido por objeto, ya preparar, facilitar ó ejecutar un delito, ó ya favorecer la fuga, ó asegurar la impunidad de los autores ó cómplices de dicho delito.—P. 7 1°, 12, 36, 295.—C. 23.

En cualquiera otro caso, el culpable de asesinato será castigado con trabajos forzados perpetuos (176)—P. 7 2°, 15, 16, 19, 22, 36, 295.

§ II.—Amenazas.

ART. 305.

Cualquiera que haya amenazado por medio de